ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.342/2/V
DU 8 AOÛT 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Secrétaire d'État à la Fonction publique, adjoint au Ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, le 4 mai 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, et d'un nouveau texte le 11 juillet 2012, sur un projet d'arrêté royal « portant diverses mesures relatives à la sélection des agents de l'État », après avoir examiné l'affaire en ses séances des 6 et 8 août 2012, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1er octobre 2011 [1], a inséré dans la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' des dispositions relatives à l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » [2].

Le système suivant a été mis en place :

1° en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [3] ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [4], qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au *Moniteur belge*, n'a pas été pris ;

---

[1] Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 'modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable' « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1er octobre 2011.

[2] Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

[3] Article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[4] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

2° lorsqu'il apparaît, au terme de l'examen préalable, qu'une évaluation d'incidence est requise, il doit alors être procédé à cette évaluation [5] ;

3° le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l'adoption du projet d'arrêté royal ou l'approbation du projet de décision par le Conseil des ministres [6].

En l'espèce, aucun des documents transmis au Conseil d'État ne permet d'établir que la procédure décrite ci-avant a été suivie, plus spécialement l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Si l'examen préalable précité aboutit à la conclusion qu'une étude d'incidence n'est pas requise en l'espèce, le préambule du projet sera complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ».

DISPOSITIF

Article 1er

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

« L'article 6*bis* de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'État, inséré par l'arrêté royal du 17 septembre 1969, remplacé par l'arrêté royal du 4 août 2004 et modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit : ».

Article 2

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire « 7 » à la place de « 17 » et d'insérer, à la fin, les mots « par deux alinéas rédigés » entre « complété » et « comme suit » [7].

---

[5] Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l'évaluation d'incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au *Moniteur belge*.

[6] Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

2. En application de l'alinéa 4 en projet, le délai minimum pour se porter candidat à une sélection comparative est ramené de « quatorze jours calendrier » à un minimum de sept jours pour celles des fonctions figurant sur la liste établie par l'administrateur délégué du Selor.

Nonobstant la justification figurant dans le rapport au Roi à ce sujet, il convient que puisse également y être justifié que la fixation de ce délai dérogatoire répond aux exigences de l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 'fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'État applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent' en vertu duquel il doit exister un « délai raisonnable » entre la publication de la vacance d'emploi et la date ultime de candidature.

Article 3

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

« L'article 20 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 11 avril 2005 et modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit : ».

2. Selon l'alinéa 3 du paragraphe 2 en projet :

> « Un candidat qui n'a pas réussi un module d'une sélection comparative est exclu pendant une durée de six mois à dater du jour de la présentation de l'épreuve de se présenter à nouveau pour ce même module ».

Si une telle exclusion peut se comprendre en ce qu'elle vise la présentation du même module postérieurement à la communication d'un premier échec dans ce module, il ne se conçoit en tout cas pas que cette exclusion trouve également à s'appliquer à un candidat qui aurait présenté et réussi le même module dans le cadre d'une autre sélection comparative en cours avant même la communication dudit échec.

Il convient en conséquence de prévoir que la durée d'exclusion ne court qu'à dater du jour de la communication de l'échec du candidat.

3. À l'alinéa 5 du paragraphe 3 en projet, la section de législation se demande à quel classement il est référé ; s'agit-il du classement visé à l'article 20, § 1er, dont il est question à l'alinéa précédent ou du classement distinct visé au paragraphe 3, alinéa 1er, de la même disposition.

---

[7] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 4-2-5-4.

Articles 4 et 5

1. En application de l'article 20*ter*, alinéa 3 en projet (article 4 du projet), le président du comité de direction concerné fixe, pour celles des sélections comparatives visées par l'article 20*ter* en projet, « le nombre maximum de lauréats sur la base du nombre d'emplois vacants par fonctions, le nombre maximum étant nécessairement supérieur au nombre d'emplois vacants et ne pouvant en aucun cas être inférieur à six ». En application de l'article 74, § 2, alinéas 1er et 2, en projet (article 5 du projet), la liste des lauréats est ensuite transmise au comité de direction, lequel procède au classement des lauréats, selon leurs titres et mérites, par rapport aux exigences de la fonction à exercer, sur la base des avis motivés de Selor sur chaque lauréat et, le cas échéant, après avoir entendu les lauréats.

La fixation d'un tel quota peut avoir pour effet que le Selor ne pourra reprendre sur la liste des lauréats des candidats qui auraient cependant pu l'être et ce, du simple fait que le quota fixé est atteint.

La question se pose, en conséquence, de savoir si un tel système n'apparaît pas discriminatoire, le rapport au Roi étant dépourvu de toute justification à cet égard. Il en va d'autant plus ainsi que la section de législation n'aperçoit pas non plus sur la base de quels critères le Selor pourra décider d'inscrire ou non des candidats sur la liste des lauréats, alors même que ces candidats auraient été préalablement jugés « correspondre au mieux à la description de fonction et au profil de compétence », mais que le quota fixé est atteint et qu'une sélection doit donc être opérée entre ces candidats, alors même qu'il n'est pas procédé à un classement entre eux (article 20*ter*, alinéa 1er, en projet).

Il convient donc que le rapport au Roi soit complété sur ces différents points afin d'établir l'absence de caractère discriminatoire du système de quota ainsi envisagé pour l'inscription sur la liste des lauréats [8].

2. À l'article 74, § 1er, alinéa 1er en projet (article 5 du projet), la section de législation se demande s'il ne convient pas de viser également l'article 34 de l'arrêté royal du 7 août 1939 'organisant l'évaluation et la carrière des agents de l'État'.

[8] Comparer avec, bien que prononcé dans un contexte différent : C.E. (assemblée générale), 31 mai 1994, Leclercq, 47.689.

Article 6

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

« L'article 6*bis* de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, remplacé par l'arrêté royal du 4 août 2004 et modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit : ».

Article 10

Conformément à l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires',

> « Les arrêtés royaux [...] sont obligatoires dans tout le royaume, le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai ».

Aussi, avant de prévoir, tel l'article 10 du projet, qu'un arrêté royal entre en vigueur immédiatement, le jour de sa publication au *Moniteur belge*, faut-il s'assurer qu'il existe des raisons impérieuses de déroger au délai légal minimal normalement accordé à ses destinataires pour en prendre connaissance et s'y conformer [9].

Sauf s'il existe une telle raison justifiant la suppression du délai que le législateur juge ainsi normalement nécessaire, l'article 10 doit donc être omis.

Article 11

Il est préférable de ne pas charger un secrétaire d'État de l'exécution d'un arrêté royal, car il n'y a pas nécessairement, dans chaque Gouvernement fédéral, un Secrétaire d'État chargé de la matière considérée [10].

---

[9] *Ibid.*, recommandation n° 151, a).

[10] *Ibid.*, recommandation n° 167.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph.	QUERTAINMONT,	président de chambre,
	J.	JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	C.	DEBROUX,	
Messieurs	Y.	DE CORDT,	assesseurs de la section de législation,
	Chr.	BEHRENDT,	
Madame	C.	GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Monsieur J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT Ph. QUERTAINMONT

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.342/2/V
VAN 8 AUGUSTUS 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 4 mei 2012 door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, toegevoegd aan de Minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende diverse maatregelen betreffende de selectie van het Rijkspersoneel", en op 11 juli 2012 van een nieuwe tekst, heeft na de zaak te hebben onderzoekt op 6 en 8 augustus 2012 op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN

Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden[1], zijn in de wet van 5 mei 1997 'betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' bepalingen betreffende de effectbeoordeling op het stuk van duurzame ontwikkeling ingevoegd.

De wetgever heeft de "effectbeoordeling" gedefinieerd als "duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen"[2].

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

1° in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[3]; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad[4], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

---

[1] Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 'tot invoering van een duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling in de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling' "treedt (deze wet) in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*". Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

[2] Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

[3] Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[4] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

2° wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd[5];

3° de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad[6].

In casu kan uit geen enkel van de aan de Raad van State overgezonden stukken worden opgemaakt dat de hierboven beschreven procedure is gevolgd, meer in het bijzonder of vooraf onderzocht is of het noodzakelijk was een effectbeoordeling uit te voeren.

De steller van het ontwerp dient derhalve erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Indien het voornoemde voorafgaand onderzoek leidt tot conclusie dat *in casu* geen effectbeoordeling vereist is, moet de aanhef van het ontwerp worden aangevuld met een als volgt gesteld lid:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeling niet vereist is”.

DISPOSITIEF

Artikel 1

De inleidende zin dient als volgt te worden gesteld:

“Artikel 6*bis* van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 september 1969, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 2008, wordt vervangen als volgt:”.

[5] Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[6] Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

Artikel 2

1. In de inleidende zin schrijve men “7” in plaats van “17” en dienen op het einde de woorden “als volgt” te worden vervangen door de woorden “met twee leden, luidende”[7].

2. Met toepassing van het ontworpen vierde lid wordt de minimumtermijn om zich aan te melden voor een vergelijkende selectie teruggebracht van “veertien kalenderdagen” tot minimaal zeven dagen voor functies die voorkomen op de lijst opgesteld door de afgevaardigd bestuurder van Selor.

Niettegenstaande de rechtvaardiging dienaangaande in het verslag aan de Koning, moet in dat verslag tevens worden aangetoond dat de vaststelling van deze afwijkende termijn voldoet aan de vereisten van artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 ‘tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen’ krachtens welk artikel een “redelijke termijn” moet liggen tussen de bekendmaking van de vacature en de uiterste datum van kandidaatstelling.

Artikel 3

1. De inleidende zin moet als volgt luiden:

“Artikel 20 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 11 april 2005 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 2008, wordt vervangen als volgt:”.

2. De ontworpen paragraaf 2, derde lid, luidt als volgt:

> “Een kandidaat die niet geslaagd is voor een module van een vergelijkende selectie wordt gedurende een periode van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van het afleggen van deze proef, uitgesloten van het opnieuw afleggen van dezelfde module”.

Een dergelijke uitsluiting is weliswaar te begrijpen in zoverre ze betrekking heeft op het afleggen van dezelfde module na de kennisgeving van een eerste niet-slagen voor die module, maar het is geenszins denkbaar dat deze uitsluiting eveneens kan gelden voor een kandidaat die dezelfde module heeft afgelegd en ervoor geslaagd is in het kader van een

[7] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4-2-5-4.

andere aan de gang zijnde vergelijkende selectie nog voor de kennisgeving van het voormelde niet-slagen.

Er moet bijgevolg worden bepaald dat de uitsluiting pas ingaat op de dag waarop aan de kandidaat kennis wordt gegeven dat hij niet geslaagd is.

3. Betreffende de ontworpen paragraaf 3, vijfde lid, vraagt de afdeling Wetgeving zich af naar welke rangschikking wordt verwezen: de rangschikking bedoeld in artikel 20, § 1, waarvan sprake is in het voorgaande lid, of de rangschikking bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, van dezelfde bepaling.

Artikelen 4 en 5

1. Voor de vergelijkende selecties bedoeld in het ontworpen artikel 20*ter* bepaalt de voorzitter van het betrokken directiecomité, met toepassing van het ontworpen artikel 20*ter*, derde lid (artikel 4 van het ontwerp), “het maximumaantal geslaagden op basis van het aantal vacante betrekkingen per functie. Dat maximumaantal moet hoger zijn dan het aantal vacante betrekkingen en mag in geen geval minder zijn dan zes”. Met toepassing van het ontworpen artikel 74, § 2, eerste en tweede lid (artikel 5 van het ontwerp) wordt de lijst van geslaagden vervolgens bezorgd aan het directiecomité, dat de geslaagden rangschikt volgens hun aanspraken en verdiensten, in het licht van de vereisten van de uit te oefenen functie, op basis van de gemotiveerde adviezen van Selor over elke geslaagde en, in voorkomend geval, nadat het de geslaagden heeft gehoord.

De vaststelling van een dergelijk quotum kan tot gevolg hebben dat Selor kandidaten die op de lijst van geslaagden zouden kunnen worden opgenomen daarop niet zou kunnen opnemen louter door het feit dat het vastgestelde quotum is bereikt.

Bijgevolg rijst de vraag of een dergelijke regeling geen discriminatie oplevert terwijl het verslag aan de Koning dienaangaande geen enkele rechtvaardiging bevat. Dit geldt des te meer daar het de afdeling Wetgeving evenmin duidelijk is op basis van welke criteria Selor kan beslissen kandidaten al dan niet in te schrijven op de lijst van geslaagden, ook al is eerder geoordeeld dat deze kandidaten “het best aan de functiebeschrijving en het competentieprofiel beantwoorden”, maar doordat het vastgestelde quotum is bereikt en dus een selectie moet worden gemaakt uit de kandidaten terwijl ze onderling niet gerangschikt worden (ontworpen artikel 20*ter*, eerste lid).

Het verslag aan de Koning moet dus op deze ouderscheiden punten worden aangevuld teneinde aan te tonen dat de aldus opgezette quotumregeling voor de inschrijving op de lijst van geslaagden geen discriminatie oplevert.[8]

2. De afdeling Wetgeving vraagt zich af of in het ontworpen artikel 74, § 1, eerste lid (artikel 5 van het ontwerp), niet eveneens moet worden verwezen naar artikel 34 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 ‘betreffende de evaluatie en de loopbaan van het rijkspersoneel’.

Artikel 6

De inleidende zin moet als volgt gesteld worden:

“Artikel 6*bis* van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, vervangen bij het koninklijk besluit van 4 augustus 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 november 2008, wordt vervangen als volgt:”.

Artikel 10

Artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’, bepaalt:

> “[K]oninklijke (…) besluiten zijn verbindend in het gehele Rijk de tiende dag na die van hun bekendmaking, tenzij zij een andere termijn bepalen”.

Alvorens te bepalen, zoals in artikel 10 van het ontwerp, het geval is dat een koninklijk besluit onmiddellijk in werking treedt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*, moet men zich ervan vergewissen dat er dwingende redenen bestaan om af te wijken van de wettelijke minimumtermijn die normaal aan de adressaten geboden wordt om er kennis van te nemen en zich ernaar te schikken.[9]

Tenzij een zodanige reden voorhanden is die wettigt dat wordt afgezien van de termijn die de wetgever aldus normalerwijs nodig acht, moet artikel 10 dus vervallen.

---

[8] Vergelijk met RvS (algemene vergadering) 31 mei 1994, nr. 47.689, Leclercq, weliswaar uitgesproken in een andere context.

[9] *Ibid*., aanbeveling 151, a).

Artikel 11

Het is beter een staatssecretaris niet te belasten met de uitvoering van een koninklijk besluit; in elke federale regering zit immers niet noodzakelijk een staatssecretaris bevoegd voor de beschouwde aangelegenheid.[10]

---

[10] *Ibid*., aanbeveling 167.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph.	QUERTAINMONT,	kamervoorzitter,
	J.	JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	C.	DEBROUX,	
de Heren	Y.	DE CORDT,	assessoren van de afdeling Wetgeving,
	Chr.	BEHRENDT,	
Mevrouw	C.	GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT Ph. QUERTAINMONT